

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERÉGA (ex TIGF)

40 avenue de l'Europe
CS 20522
CEDEX
64000 Pau

Références : 2025-0224-DP

Code AIOT : 0006808457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TERÉGA (ex TIGF) implanté Izaute 32110 Laujuzan. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "plan de modernisation des installations industrielles " dite PMII.

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des

installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font maintenant partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet depuis 2017 d'action nationale dédiée.

Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERÉGA (ex TIGF)
- Izaute 32110 Laujuzan
- Code AIOT : 0006808457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TEREGA exploite deux stockages souterrains de gaz naturel en aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et d'Izaute (Gers). L'exploitation du site d'Izaute (stockage souterrain et installations de surface), sur les communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac, a démarré en 1990 (décret du 23 octobre 1990 au titre du Code minier). Elle est autorisée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 et par l'arrêté inter-départemental du 9 juillet 2014. Le site est classé SEVESO seuil haut et dispose d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 26 décembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	soumis au PMII			
5	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII – AM 4/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est concerné par la réglementation "plan de modernisation des installations industrielles" (PMII) uniquement pour les tuyauteries. L'exploitant s'appuie sur son Service d'Inspection Reconnu (SIR) pour la surveillance des tuyauteries qu'elles soient suivies au titre du PMII ou au titre de la réglementation équipements sous pression (ESP). Les contrôles réalisés par sondage montrent une méthodologie, une organisation et un suivi robuste sur ce sujet. Des demandes d'améliorations sont toutefois formulées afin de mieux définir le périmètre des équipements soumis au PMII (tuyauteries, éventuels supports de tuyauteries) et d'améliorer le suivi pluri-annuel des contrôles réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

Le site Terega à Izaute (Gers) est soumis à autorisation pour le stockage de gaz (rubrique 4718). Il est donc soumis à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Les installations Terega sont soumises à des réglementations différentes :

- le code minier (stockage souterrain de gaz)
- la réglementation équipements sous pression [ESP] (AM 20/11/2017)
- la réglementation ICPE (dont AM 4/10/2010)
- la réglementation transport (AM 5/03/2014)

À la publication de l'AM du 4/10/2010, un groupe de travail s'est réuni pour examiner l'impact de la réglementation PMII sur les installations des sites du groupe et l'articulation des différentes réglementations en vigueur.

L'exploitant dispose d'un Service Inspection Reconnu (SIR), d'un processus Inspection et de procédures associées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII – AM 4/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Les seuls réservoirs présents sur le site sont :

- un réservoir enterré de fioul
- un réservoir de séparation primaire (DS203) suivi au titre de la réglementation ESP

Le site de Terega à Izaute n'est pas concerné par cet article.

Les fiches « dossier des réservoirs » et « plan d'inspection des réservoirs » du canevas de l'action nationale ne sont donc pas déclinées dans le cadre de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Le site dispose de nombreuses tuyauteries associées aux stockages (puits) :

- des canalisations de transport connectées au site voisin Terega de Lussagnet (40) ;
- les canalisations situées dans l'emprise du site ICPE : entrée/sortie puits, entrée/sortie

<p>canalisations transport ;</p> <p>- le réseau enterré « collecte des puits » qui relie chaque puits.</p> <p>Comme indiqué dans la fiche n°1, les installations étaient historiquement suivies au titre du code minier et de la réglementation équipements sous pression (AM du 15/03/2000 abrogé et remplacé, par la suite, par celui du 20/11/2017).</p> <p>La décision a été prise en 2015 d'appliquer la réglementation PMII pour le réseau « collecte de puits » (anciennement appelés collecte minière).</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté quelques diapositives qui présentent, à l'aide de plans, les différents types de canalisations et la réglementation concernée.</p> <p>De plus, dans la notice de réexamen de l'étude de dangers, datant du 26/08/2024, l'exploitant précise également le périmètre des installations soumises à PMII. Il s'avère qu'il est différent de celui présenté en séance (voir annexe confidentielle).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il apparaît à l'examen des différents documents présentés et des explications données en séance, qu'une clarification du périmètre est nécessaire.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire un document « chapeau » qui permettra d'expliciter les choix effectués par le groupe pour définir l'adéquation équipement / réglementation, fixer le périmètre des installations du site soumises au PMII, avec plans détaillés à l'appui et lister nominativement les équipements concernés (selon la nomenclature en vigueur sur le site).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant dispose pour chaque tuyauterie concernée d'un état initial bien documenté et répondant aux attendus de cet article. Les documents ont été vus, par sondage, à partir de la base de données informatique du groupe.

L'exploitant a élaboré un programme d'inspection selon une méthodologie définie dans une procédure interne groupe. Cette procédure est rédigée et mise en œuvre par le Service Inspection Reconnu (SIR) du groupe. Cette procédure concerne :

- les équipements sous pression soumis à surveillance (ESS) au titre de la réglementation ESP
- les équipements sous pression soumis à surveillance volontaire (ESSV) dans lequel on retrouve les équipements soumis au PMII

L'exploitant utilise la méthodologie RBI (ou Inspection Basée sur la Criticité (IBC)) pour élaborer le plan d'inspection de chaque équipement et ainsi définir le type de contrôles à réaliser et leur fréquence. Cette méthodologie est reconnue par le guide professionnel DT84.

Le SIR programme chaque année le planning des contrôles à réaliser pour respecter les plans d'inspection de chaque équipement du site. Il édite des « pochettes de visite » en amont de la campagne afin de disposer de tous les documents et de la liste des vérifications à effectuer par équipement.

L'ensemble des contrôles sont regroupés et une fiche de synthèse de l'inspection, par équipement contrôlé, est rédigée et signée à l'issue de l'inspection.

Le SIR surveille plus de 700 équipements dont 7 au titre du PMII.

Pour les tuyauteries relevant du PMII, l'exploitant prévoit :

- des contrôles spécifiques tous les 6 ans (CS, IPLE, FTEH, BCE) définis selon la méthodologie RBI
- un « marchage » tous les 2 ans permettant de vérifier l'intégrité de la protection cathodique

Pour exemple, l'exploitant avait transmis, en amont de la présente visite d'inspection, le dossier de l'inspection réalisée en 2022, pour la tuyauterie I10-1022.

Ce cas particulier a été utilisé en séance pour examiner la mise en œuvre concrète de l'organisation présentée par Terega.

Les documents présentés ont permis de vérifier le respect du plan d'inspection et la bonne tenue des documents associés. L'un des documents renvoyait toutefois à une intervention ultérieure (nécessité de procéder à une excavation pour contrôler un défaut ponctuel détecté sur la protection cathodique) qui n'a pas pu être retrouvée le jour de la visite.

Il apparaît que ces visites « ultérieures » ne sont pas facilement fiables (nommage des fichiers, classement informatique des dossiers) avec le dossier « inspection » de l'équipement de l'année n. De plus, la fiche de synthèse n'est pas révisée pour tenir compte de ces contrôles ultérieurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit améliorer l'archivage informatique et proposer une solution pour prendre en compte des interventions ultérieures dans la synthèse du dossier inspection d'un équipement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que certaines des tuyauteries soumises à PMII disposent de structures supportant la tuyauterie, au niveau de leur sortie de terre et de leur connexion aux autres éléments des installations (puits, canalisations transport...)</p> <p>Il ne semble pas y avoir de contrôles particuliers sur ces structures ; en tout cas, rien n'a été vu à ce sujet lors de l'examen du dossier I10-1022 (cf. fiche constat n°4).</p> <p>La fiche «contrôle des ouvrages soumis à PMII » du canevas de l'action nationale n'a donc pas été déclinée dans le cadre de cette inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit vérifier si certaines des structures supportant les tuyauteries sur le site entrent dans le champ de la réglementation PMII telle que définie dans cet article.</p> <p>En cas de réponse positive, le document « chapeau » demandé dans la fiche de constat n°3 « Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII » devra intégrer la liste de ces structures. De plus, le plan d'inspection devra être complété pour intégrer les contrôles à réaliser sur ces structures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois